

Occupé depuis 1915 par l'Afrique du Sud, le Sud-Ouest africain, malgré les efforts soutenus de l'ONU reste une des dernières colonies de notre planète.

NAMIBIE, CONNAIS PAS

« **I**l faut intensifier la lutte armée. C'est la seule solution pour le peuple namibien, s'il veut se libérer de l'oppression sud-africaine. Quant au groupe de contact, nous préférons qu'il cesse ses activités. » Sam Nujoma, président de la SWAPO¹ ne mâche pas ses mots, à la tribune de la Conférence internationale sur la Namibie, réunie par l'ONU à Paris fin avril.

Surtout quand on sait ce que coûte la lutte armée à la SWAPO (802 opérations militaires lancées en 1982) et aux Namibiens, dont 75 000 (sur 1,5 millions) vivent en exil. C'est que les dirigeants de la SWAPO en sont actuellement à ne plus guère compter que sur eux-mêmes, malgré la médiation de l'ONU, des pays de la ligne de front² du groupe de contact... et de l'opinion internationale. Toutes ces instances se heurtent depuis 1966 à l'intransigeance sud-africaine.

L'opinion européenne semble impuissante. Elle est surtout peu mobilisée. La Namibie, c'est loin, c'est noir, à se demander si ça existe. Que ce pays ait été purement annexé, contre tout droit international. Que Pretoria y ait installé l'apartheid, et que pour s'y maintenir contre la population acquise à la SWAPO, il y mène une politique de répression sanglante, tout cela est parfaitement ignoré en Europe.

Imaginez une seconde que la France, en 1945, ait annexé la Belgique, et considérant le

peuple belge comme insuffisamment développé, y ait instauré des lois racistes dans l'éducation, la santé, le logement, le travail. Que les taux de mortalité respectifs soient tels que du fait des différences de soins apportés aux envahisseurs et aux envahis, il meure 8 bébés belges pour un bébé français sur le territoire.

C'est pourtant ce qui se passe là-bas. En bien pire. Mais vous ne verrez jamais cela dans *France Soir*. L'Afghanistan et la Pologne, ça existe. La Namibie, non.

Quand la SDN entérine l'occupation...

Pourtant, ça aurait pu. Ancien territoire colonisé par l'Allemagne pendant la course à l'Afrique de la fin du XIX^e siècle, le Sud-Ouest africain est envahi en 1915 par l'Afrique du Sud, qui profite du conflit européen pour étendre son glacie de protection. L'Allemagne vaincue, l'occupation est entérinée par la toute neuve Société des Nations. Plus exactement, mandat est confié à l'Afrique du Sud (pour le compte du Royaume uni) pour « administrer le territoire, le conduire à l'indépendance et accroître par tous les moyens le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants du territoire ». Comme la Syrie « confiée » à la France, la Namibie devait, dans l'esprit des humanistes de la SDN, s'acheminer doucement vers l'existence. La République sud-africaine était tenue de

rendre compte annuellement de son administration.

Les efforts pédagogiques de la RSA se sont limités dans cette période à mettre au point un gigantesque pillage des ressources minières, avec l'aide de sociétés transnationales, dont certaines françaises.

Après la deuxième guerre mondiale, l'ONU, dès sa naissance, décide de prendre sous sa tutelle les territoires qui ne sont pas « mûrs » pour l'indépendance. La RSA refuse et propose l'annexion pure et simple du Sud-Ouest africain. Dès 1949, les Sud-africains cesseront de remettre un rapport annuel.

Le 27 octobre 1966, l'ONU dénonce le mandat sud-africain, constatant que l'Afrique du Sud avait failli à sa mission. Il crée le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, qu'il charge d'administrer le territoire jusqu'à son accession à l'indépendance. Depuis, les soldats de Pretoria n'ont pas fait un pas en arrière. Bien plus, il en est arrivé d'autres. Ils sont 100 000 actuellement, un soldat pour 14 habitants, et la nouvelle loi de conscription votée en RSA permet d'envoyer quatre fois plus de réservistes, si besoin est, pour tenir le territoire. La RSA attend de pied ferme l'embarquement de l'Afrique australe, qu'elle risque de provoquer.

La Namibie, on ne sait toujours pas ce que c'est. Depuis 1966, les multiples efforts de médiation tentés par l'ONU entre l'occupant et la SWAPO qui s'est peu à peu

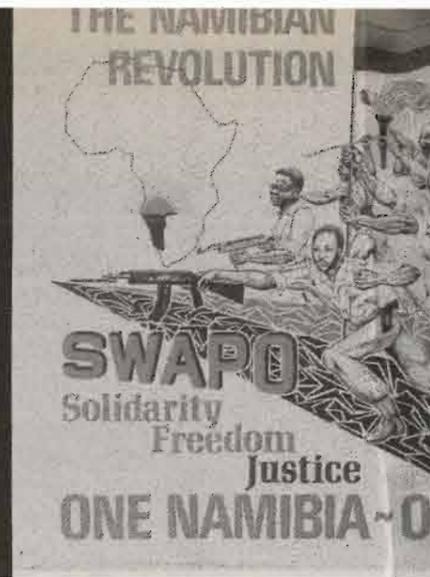
imposée comme la seule organisation représentative du peuple namibien, ont été réduits à néant par le gouvernement de Pretoria.

Renforcé dans ses positions par l'accession au pouvoir de l'administration Reagan, il a testé successivement toutes les parades : silence, puis refus de reconnaître la représentativité, puis l'objectivité de l'ONU, etc.

De plus en plus isolée, la RSA a dû accepter la résolution 385 du conseil de sécurité de l'ONU (1976) exigeant son retrait et l'organisation d'élections libres. Elle a alors changé de stratégie, et gagné du temps en sabotant les négociations (en particulier à Genève en 1981), et en tentant de mettre en place, formule classique, un gouvernement fantôme qui lui serait acquis par opposition ethnique à la SWAPO (1978). Pendant ce temps, les conflits avec l'Angola, et les tentatives de déstabilisation des régimes alentour se multipliaient, d'autant que l'accession du Zimbabwe (ex-Rhodésie) à l'indépendance risquait, à long terme, de modifier radicalement le rapport des forces dans la région.

Comment s'opposer aux décisions de l'ONU

Une telle détermination à s'opposer aux décisions internationales ne peut à l'évidence être le fait d'un pays seul, d'autant plus quand il est isolé sur son continent. C'est dans ce contexte qu'il



Affiches présentées à l'exposition « L'Apartheid le dos au mur ». Action Namibia (Hollande) et SWAPO.

faut saisir le rôle du groupe de contact³. En 1978, s'est créé un groupe de pays partenaires commerciaux de la RSA. Il a proposé sa médiation sur la base de la résolution 385 de l'ONU.

Neutralité bienveillante

Sans entrer dans le détail des négociations, on peut considérer que son activité a surtout consisté, sous l'influence des Etats-Unis et avec la neutralité bienveillante des autres membres, à tenter d'accommoder la résolution 385 dans le sens des intérêts sud-africains. La première tactique a consisté à tenter d'imposer un système de vote double pour les élections libres devant conduire à l'indépendance, qui défavorise la SWAPO, minimise sa représentativité et permette à l'Afrique du Sud d'utiliser et d'attiser des rivalités ethniques et sociales pourtant moins fortes qu'ailleurs en Afrique.

La sérénité de la SWAPO, et la clarté de ses exigences (vote uninominal et scrutin simple) ont peu à peu fait reculer le groupe de contact sur ce point. Est alors apparu ce que les Américains appellent le « link » (le lien), qui consiste à demander, comme condition préalable, le retrait des forces cubaines... d'Angola, pour que la Namibie accède à l'indépendance. Quand on sait qu'une partie du territoire angolais est

actuellement occupé par les troupes sud-africaines (à partir de la Namibie), on s'étonne un peu de la nécessité de ce lien. Comment dit-on « déshabiller Pierre pour habiller Paul » en anglais ?

M. Cheysson ne s'y est pas trompé, puisqu'à la conférence, il déclarait : « Aujourd'hui ce groupe a terminé ses travaux. » Ce qui est une façon élégante de s'en retirer. Non sans dire : « La France ne mésestime pas la légitime préoccupation de chaque pays d'Afrique australe de garantir sa sécurité. Nous nous étonnons cependant que certains n'en traitent qu'au titre de la sécurité de l'Etat qui est le plus fort, le plus riche, le mieux armé de la région, alors qu'il nous semble plutôt que la menace est surtout grande pour les plus faibles, les plus démunis, les moins armés. Nous sommes surpris aussi qu'au titre de cette sécurité, on ne parle guère dans les mêmes milieux que de la présence de forces armées étrangères dans un pays situé à plusieurs centaines de kilomètres. Nous sommes choqués qu'on prétende alors faire de l'engagement de retrait de ces forces étrangères la condition préalable à l'indépendance de la Namibie ; il y a une double anomalie — c'est une litote — à lier le sort du peuple namibien à une décision intéressant un autre pays, l'Angola, et à vouloir prendre ou faire enregistrer au niveau international une décision qui ne relève que de la souveraineté angolaise ; comme la

France, et d'autres parmi ses membres, le Groupe de contact n'a jamais exprimé une telle exigence, je tiens à le rap-peler. »

Précisons : le Groupe, non, mais les Etats-Unis qui en font partie, oui. Et si la Namibie existe un jour, ce ne sera pas grâce à eux. Ni grâce aux pays du Groupe : engagés depuis longtemps dans des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, ils lui donnent les moyens de reproduire son régime raciste et même de l'exporter. La France n'est pas la plus vertueuse. Ainsi la mine de Rössing pratique l'apartheid dans ses murs : les travailleurs blancs sont périodiquement soumis à des examens médicaux ; les travailleurs noirs, placés à l'extraction de l'uranium sans protection appropriée, ont juste le droit d'être irradiés. La Compagnie Française des Pétroles possède 10 % de la mine de Rössing... Difficile d'être à la fois juge et partie. Il est pourtant si facile de constater la monstruosité de l'occupation sud-africaine. Tout le système d'apartheid a été appliqué à la Namibie, depuis 1920. En 1964, la commission Odenaal a commencé à mettre en place des homelands⁴. Le système scolaire, les services de santé, la vie sociale sont marqués par la discrimination raciale. 1 500 dollars par an pour éduquer un enfant blanc, 215 pour un noir. 16 % des enfants noirs seulement atteignent l'enseignement secondaire. De plus, la répression est

sanglante : emprisonnements, disparitions « à l'argentine », massacres de civils, et le cortège de pillages, viols d'une armée d'occupation. L'Afrique du Sud met l'Afrique australe en danger de guerre.

Claude Cheysson concluait ainsi : « Les frustrations s'accumulent, le désespoir monte. Demain la violence peut se généraliser. » Il est bien possible qu'à vouloir son existence, la Namibie rencontre sa fin. Que faire ?

Sam Nujoma, qui ne croit plus les gouvernements, en appelait aux peuples d'Europe, à leurs syndicats. Ainsi en 1978, le MRAP a informé le syndicat des pilotes qu'UTA, en acheminant l'uranium namibien, transgressait le décret n° 1 du conseil des Nations Unies pour la Namibie qui régleme l'exploitation des ressources du pays. En 1980 les transports aériens furent interrompus.

« Tôt ou tard, le régime blanc finira par tomber », disait Sam Nujoma à Paris. Ce jour-là la Namibie existait.

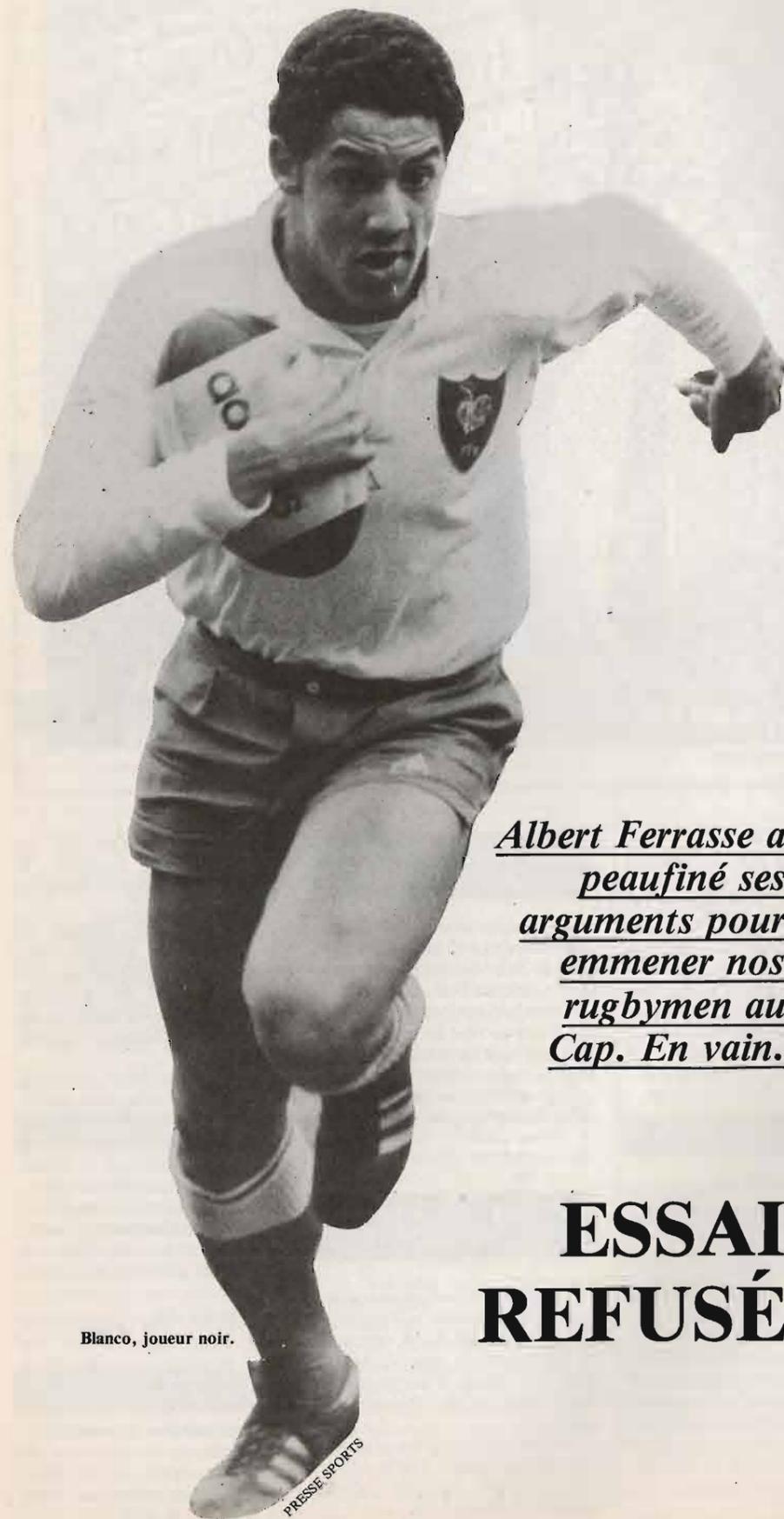
Jean-Michel OLLÉ

1. SWAPO : South West Africa People's Organisation, le mouvement de libération namibien reconnu par le monde entier, sauf bien sûr par l'Afrique du Sud.

2. Les pays de la ligne de front : Angola, Mozambique, Zambie, Botswana.

3. Le Groupe de contact rassemble la France, les USA, le Canada, la R.F.A. et la Grande-Bretagne.

4. Homelands : territoires où les Sud-africains regroupent les populations noires, dans un état de dépendance totale.



Blanco, joueur noir.

PRESE SPORTS

**Albert Ferrasse a
peaufiné ses
arguments pour
emmener nos
rugbymen au
Cap. En vain.**

ESSAI REFUSÉ

La Fédération française de rugby est autant que vous contre l'apartheid. Cependant deux raisons me font agir : la première est sportive : il est certain que nous avons intérêt à nous frotter à de grandes nations comme l'Afrique du Sud. La seconde est une position politico-sportive : il ne faut pas oublier que la Fédération française de rugby, et moi, en particulier, avons été les premiers à nouer des relations avec l'Union Soviétique.

« Je me permets des choses que vous ne pouvez pas vous permettre. »

En ce qui concerne le problème politique, nous pensons qu'il y a deux façons de procéder : la première consiste à rompre les relations avec la République sud-africaine ; la seconde est d'essayer de faire évoluer ces gens-là dans le sens que nous souhaitons.

Je pense que nous avons fait des choses extraordinaires. Par exemple, la première fois où je suis allé en Afrique du Sud, c'était avec Bourgairel. C'était la première fois qu'un joueur noir rentrait dans des hôtels où les Blancs allaient, et c'était la première fois qu'un Noir jouait sur un terrain avec des Blancs. Tout le monde s'en rappelle. Ça été notre premier apport à ce que vous préconisez. Et puis nous avons joué contre une équipe de Noirs, une équipe de Métis, une équipe multiraciale au cap. Je suis même allé voir dans les vestiaires comment cela se passait. J'ai vu les Noirs et les Blancs se déshabiller et se doucher ensemble ; c'était un événement. Je pense que si nous pouvions arriver à amener un tas d'équipes multiraciales, on pourrait peut-être faire avancer le problème. Je suis profondément convaincu que nous avons fait changer la situation. Je me permets des choses que vous ne pouvez pas vous permettre car moi, j'ai rencontré le premier ministre et le lui ai dit ce que je pensais. Cependant, je ne me fais aucune illusion : si demain on supprime l'apartheid en Afrique du Sud, ce n'est pas pour cette raison que les Noirs et les Blancs se marieront ensemble. Mais nous sommes de ceux qui pensons que le sport est le seul moyen de réunir les individus.

L'an dernier, 50.000 hommes d'affaires blancs sont allés en Afrique du Sud et l'on m'a refusé à moi mes quinze jours, en me disant que le commerce, c'est le commerce et que le sport c'est autre chose. Parfois, je me

M. Ferrasse a, depuis le temps, affiné ses arguments. Il se présente désormais comme combattant l'apartheid. Il est bien un des seuls à le faire de cette manière.

Tout argument sportif est déconsidéré, puisque les règles qui prévalent à la sélection des joueurs ne se réfèrent pas à leurs qualités sportives, mais à la couleur de leur peau. C'est parce que les règles du sport ne sont pas respectées que Mme Avicé a décidé d'interdire la tournée.

Amalgame grossier. S'il y a des individus inquiétés pour leur opinion en URSS, la constitution de l'Etat soviétique n'est pas raciste, et l'O.N.U. ne demande pas son boycott comme pour l'Afrique du Sud.

Le voyage de Bourgairel n'a pas été si idyllique que ça. Il a dû rester à la porte des bars et des restaurants « white only ».

C'était peut-être la première fois, mais ça n'a rien changé. Si Blanco y allait maintenant, il resterait à la porte des mêmes endroits. S'il peut jouer, c'est uniquement parce qu'il est français.

Le sport réunit les individus qui sont autorisés à le faire. Or l'équipe de France, ces dernières années, a essentiellement joué contre l'équipe blanche, ségrégationniste.

On ne peut que donner raison à M. Ferrasse. Mais peut-être faut-il considérer l'interdiction faite à l'équipe de France comme un premier pas, et non arguer du fait que tout n'est pas gagné pour ne rien faire.

demande si l'Afrique du Sud ne se satisfait pas de cette position ; qui nous dit que le sport n'est pas un axe de fixation ? Si demain, nous rompons les relations sportives avec l'Afrique du Sud, ça va les gêner mais si on ne rompt pas les relations commerciales ils continueront à faire du racisme.

En rugby, en Afrique du Sud, il y a quatre fédérations. Une de Blancs, une de Métis et deux de Noirs. Une qui joue et qui est prête à jouer avec des Blancs et des Métis et celle du SACOS qui est contre. Mais j'ai appris depuis peu quelque chose, dans la fédération de Noirs qui jouent avec les Blancs, il y a beaucoup de chrétiens alors que dans l'autre fédération, ce ne sont que des musulmans. Qui vous dit qu'il n'y a pas là aussi un problème religieux ?

Moi qui suis allé là-bas, j'ai pu constater une évolution dans le sens que je souhaitais, mais vous comprenez bien qu'on ne va pas changer en dix ans 300 ans d'histoire. On ne peut pas aller trop vite. J'ai discuté avec des Noirs de toutes opinions politiques. Eh bien ce qui leur fait le plus de mal, c'est cette humiliation, et je pèse bien le terme. Je m'emploie avec la F.F.R. à les aider afin que cette humiliation disparaisse.

« Vaut-il mieux s'entendre et composer, ou vaut-il mieux se battre ? »

Il y a encore de l'apartheid dans le sport, mais il y en a moins. Il y a une évolution favorable mais elle est insuffisante et trop lente. Mais je vous dis qu'il y a aussi des tendances extrémistes chez les Blancs comme chez les Noirs, qui sont prêts à en découdre. Ça représente 10, 20, 30 % de chaque côté mais il y a 70, 80, 90 % de gens qui sont prêts à s'entendre. Est-ce qu'il vaut mieux s'entendre et composer malgré toutes les difficultés que ça pose, ou vaut-il mieux se battre ?

Les premiers occupants étaient les Bantous. Ils vivaient dans la région de Durban qui a d'ailleurs été largement submergée par les Métis et notamment les Hindous. Tous les autres Noirs sont arrivés au moment de la guerre des Boers ; ce sont des Noirs d'Afrique centrale qui sont venus en Afrique du Sud et qui sont arrivés après les premiers Blancs qui étaient protestants et sont d'ailleurs les plus rigoristes et les plus racistes.

Je suis prêt à ne pas représenter la France, et à y aller sans la représenter.

Propos recueillis par Dolorès ALOÏA

Celle du SACOS, comme ne la dit pas M. Ferrasse, est la seule fédération multiraciale dans ses actes. La tournée, si elle suivait les règles du sport, devrait jouer uniquement contre ses équipes.

Le racisme pointe : les musulmans seraient-ils, par nature, plus intolérants ?

Effectivement, rien n'a changé. Au contraire, l'oppression se renforce chaque jour. L'apartheid supprime il y a quelques années dans les jardins publics à l'occasion d'une manifestation sportive internationale vient d'être rétabli (Le Monde du 2 mai 1983).

On ne peut s'entendre, puisque tout match est ségrégationniste. Si les Blancs jouent contre les Noirs parfois, c'est considéré comme un match international, entre l'équipe officielle blanche, et l'équipe d'un bantoustan. Les Noirs sont alors étrangers dans leur propre pays.

Les Hindous, Métis et autres Noirs. Pas de distinction pour ceux qui « submergent » l'Afrique.

Alignement total sur la théorie du primo-arrivant (d'ailleurs fautive) qu'utilise Pretoria pour justifier l'apartheid.

La décision française, comme celle du CIO, est avant tout sportive. Ce qui est politique, c'est d'accepter d'apporter à l'Afrique du Sud un soutien qu'elle ne manquera pas d'utiliser politiquement.